

MONDE

La baisse des taux dope les Bourses. La Réserve fédérale américaine a annoncé la baisse de son taux directeur, à 1%, son plus bas niveau depuis 2004. La Banque centrale européenne pourrait annoncer une baisse des taux le 6 novembre. Tokyo a clôturé en hausse de 9,96%. Paris avait terminé en hausse de 9,23% et Londres de 8,05%. Le Dow Jones a en revanche perdu 0,82%

Le FMI casse sa tirelire. Dominique STRAUSS-KAHN, directeur général, a annoncé la création d'un mécanisme d'aide financière à court terme, afin d'aider certains pays à faire face à la crise. « *Nous allons probablement avoir besoin de soutenir la croissance et d'ajouter un certain soutien budgétaire à des pays ayant prévu un budget éventuellement déséquilibré (...). Dans ce cas, les ressources du Fonds pourraient ne pas être suffisantes.* » Le FMI, l'UE et la Banque mondiale sont venus au secours de la Hongrie, dont l'économie a été mise à mal par la crise, en apportant des prêts pour un montant total de 20 milliards d'euros.

ASEM : les dirigeants d'Asie et d'Europe appellent à une réforme profonde du système financier, avant le sommet des grandes puissances industrialisées et émergentes du G20, dont ils attendent « *des décisions* ». Le sommet réunissait à Pékin 43 dirigeants d'Asie et d'Europe, qui représentent près de 60% du PIB mondial. De son côté, le président congolais Denis SASSOU NGUESSO, s'exprimant « *au nom de tous les chefs d'Etat africains* », trouve « *inacceptable que l'Afrique soit mise à l'écart* » de la réunion du G20 à Washington.

Israël. Elections anticipées le 10 février prochain. Tzipi LIVNI, le chef du parti Kadima (centre) au pouvoir, avait appelé publiquement à l'organisation d'élections anticipées après avoir renoncé à former une coalition gouvernementale. « *Le peuple choisira ses dirigeants* », a déclaré Mme LIVNI au cours d'une rencontre avec le Président Shimon PERES.

Syrie. Annonce de la fermeture du centre culturel américain et de l'école américaine à Damas. La Syrie a dit saisir l'ONU, après le « *crime barbare* » du raid hélicoptère américain dimanche contre un village syrien à la frontière irakienne. De son côté, le gouvernement irakien, qui a donné mandat au Premier ministre Nouri al-MALIKI pour présenter aux Etats-Unis les « *légères modifications* » à apporter au projet d'accord fixant les modalités de retrait des forces américaines d'ici 2011, a critiqué le raid, le qualifiant de contraire à la Constitution irakienne.

Russie - Géorgie : relations diplomatiques. Le président russe Dmitri MEDVEDEV a nommé des ambassadeurs dans les deux territoires séparatistes de Géorgie reconnus fin août par la Russie : Semion GRIGORIEV est nommé ambassadeur en Abkhazie et Elbrouss KARGUIEV ambassadeur en Ossétie du Sud.

EUROPE

France - Grande-Bretagne. La priorité du moment est de stopper la contagion de la crise financière aux pays émergents d'Europe centrale et de l'Est. Déclaration du Premier ministre britannique, Gordon BROWN, avant une rencontre avec le président Nicolas SARKOZY. Ce dernier a indiqué qu'il proposerait le 7 novembre que l'UE augmente « *au moins 20 milliards* » d'euros, contre 12 actuellement, sa « *capacité de réponse à la crise* ». Le chef de l'Etat a par ailleurs souhaité que le FMI ait plus de ressources pour soutenir les pays émergents, notamment ceux d'Europe centrale et de l'Est, particulièrement fragilisés par la crise financière.

Italie. La gauche italienne a mobilisé en masse à Rome contre le gouvernement de Silvio BERLUSCONI pour affirmer qu'« *une autre Italie est possible* », réunissant la plus grande manifestation d'opposition depuis le retour au pouvoir du *Cavaliere*. Plus de 2,5 millions de personnes se sont rassemblées au Circo Massimo, le stade antique au coeur de Rome.

Bavière. Le ministre fédéral de l'Agriculture Horst SEEHOFER a été élu à la tête du parti conservateur, l'Union chrétienne-sociale (CSU), qui a subi un échec aux élections régionales.

Lituanie. Le conservateur Andrius KUBILIUS, vainqueur des élections législatives, a été chargé de former un nouveau gouvernement par le président Valdas ADAMKUS. Il devrait succéder au social-démocrate Gediminas KIRKILAS, qui retournera probablement dans l'opposition après avoir dirigé le gouvernement pendant sept années sans interruption.

L'Islande frappe à la porte. 68,8% des Islandais sont favorables à la candidature du pays nordique pour une adhésion à l'UE ainsi qu'à l'adoption de l'euro. Ils n'étaient que 55,1% en février et 48,9% en septembre 2007. L'île compte 320.000 habitants. Le parti de centre-droit du Premier ministre y est opposé. Par ailleurs, l'Islande est le premier pays occidental depuis 1976 à recourir à un emprunt auprès du FMI (2,1 milliards de dollars).

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Présidentielles américaines : et après ? Les candidats à la Maison-Blanche préparent leurs futures équipes, et se disputant certaines personnalités. En pleine crise financière, le nom du prochain secrétaire au Trésor est attendu. Les deux candidats ont avancé le nom de l'investisseur milliardaire Warren BUFFETT mais, à 78 ans, il semble peu probable qu'il accepte. Evoqué aussi le nom de l'ancien président de la Réserve fédérale de New York, Tim GEITHNER. Concernant la Défense, M. OBAMA a indiqué que l'ancien secrétaire d'Etat Colin POWELL, qui vient de se rallier publiquement à lui, aura un rôle dans son gouvernement.

30 minutes pour 5 millions de dollars. Barack OBAMA, le candidat démocrate, s'est acheté 30 minutes de télévision sur 3 chaînes nationales (CBS, NBC et Fox) juste avant un match de base-ball regardé par des millions de téléspectateurs. L'émission s'est terminée par une séquence en direct du meeting en Floride où Bill CLINTON s'est montré aux côtés de Barack OBAMA.

RDC. La situation en République démocratique du Congo s'est brutalement aggravée avec l'abandon par l'armée gouvernementale de la ville de Goma, devant l'avancée de la rébellion du général NKUNDA, et la fuite de milliers d'habitants de cette ville. Le Conseil de sécurité devait se réunir dans l'urgence. La démission du nouveau commandant de la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (Monuc) illustre les difficultés grandissantes des Casques bleus qui n'arrivent plus à faire cesser les combats entre la rébellion et l'armée congolaises dans l'est du pays. La France s'est déclarée « *fortement préoccupée* » et a appelé la rébellion de Laurent NKUNDA à « *cesser le feu et à réintégrer sans délai ni condition* » le processus de paix.

BOUTEFLIKA veut pouvoir se représenter. Le président algérien souhaite une réforme de la Constitution qui lui permettrait de briguer un 3^{ème} mandat de 5 ans en avril 2009.

POLITIQUE INTÉRIEURE

La France « qui souffre ». Après les discours de Toulon et d'Annecy, le président de la République a présenté les mesures pour l'emploi. Nicolas SARKOZY a martelé que le gouvernement serait « *intraitable* » envers les entreprises qui utiliseraient la crise pour justifier des réductions d'effectifs « *qui n'ont rien à voir avec elle* ». « *Ceux qui essayeront de jouer à ce jeu-là sont prévenus : le gouvernement sera intraitable* », a-t-il affirmé.

Traitement social du chômage. Augmentation à 330.000 du nombre d'embauches en contrats aidés dans le budget 2009, « *soit 100.000 de plus que ce qui était prévu* ».

Simplifier les filières administratives : création des guichets uniques pour les demandeurs d'emploi (fusion ANPE-Assedic)

L'expérimentation du Contrat de transition professionnelle (CTP), qui vise à aider les licenciés économiques à se reclasser, serait étendue aux « *bassins d'emploi qui seront les plus touchés par des difficultés économiques* ».

Sécurité sociale professionnelle : le président de la République s'est engagé à prendre des « *décisions pour la fin de l'année* ».

Formation professionnelle : « *il faut mettre le paquet pour ceux qui en ont besoin* », a affirmé le chef de l'Etat, qui veut « *garantir la qualité des formations professionnelles* ».

Rencontre avec les partenaires sociaux « *dans les toutes prochaines semaines sur l'avancement de leurs travaux* ». Syndicats et patronat ont entamé des négociations sur le sujet le 30 septembre dernier.

Travail dominical : dossier très controversé. Nicolas SARKOZY a demandé aux parlementaires de se saisir « *maintenant* » et « *sans tabou* » de la proposition de loi déposée.

Réactions : « Il y a eu beaucoup de promesses verbales, beaucoup de "moi je", beaucoup de "yaka". Mais il n'y a pas de mesures décisives pour les Français qui sont dans l'inquiétude, le doute, qui s'interrogent sur la croissance et l'économie ». Propos du 1^{er} secrétaire du PS François HOLLANDE. Ségolène ROYAL a estimé pour sa part que l'annonce d'un plan « quasiment tous les deux jours » finissait par poser « un problème de crédibilité ». Bertrand DELANOË souligne quant à lui la démarche incohérente de ce gouvernement alors que « le budget de l'Etat pour 2009 avait programmé une baisse de 25% de ces contrats par rapport à ceux réalisés en 2008 ».

PS : 10 propositions « pour l'emploi et le pouvoir d'achat ». Objectifs : « le soutien de la croissance », créatrice d'emplois ; « l'investissement, le pouvoir d'achat et l'emploi doivent être les trois piliers d'une politique économique ». A noter dans les propositions : la modulation de l'impôt sur les sociétés, l'implication au niveau régional des banques dans le soutien aux PME/PMI ; la suppression du mécanisme de défiscalisation des heures supplémentaires ; un engagement rapide d'une négociation salariale et un « coup de pouce » au SMIC dès janvier prochain.

MoDem - « Conférence nationale ». Thème : la crise financière. Fidèle à sa stratégie, François BAYROU a renvoyé dos à dos socialisme et capitalisme dont il a dénoncé la « crise et l'échec ». « Je ne crois pas plus à la refondation du capitalisme que je ne crois à la refondation du socialisme », a déclaré l'ancien candidat à la présidentielle.

UMP : Nicolas reviens ? Patrick DEVEDJIAN, secrétaire général de l'UMP, évoquant la direction de son parti, a dit n'occuper cette fonction que « pour servir la politique de Nicolas SARKOZY et conforter son action. C'est ma seule ambition comme secrétaire général du parti. Même s'ils l'habillent autrement, d'autres ont un projet plus personnel, après tout légitime, et ils ont envie de se servir du parti pour promouvoir leur propre carrière. Donc, la bonne solution c'est que Nicolas SARKOZY redevienne le chef officiel de l'UMP ».

PCF. La secrétaire nationale du PCF Marie-George BUFFET a annoncé qu'elle reportait à la mi-décembre sa décision de quitter ou non la tête du parti et préconisé la mise en place d'une direction plus collégiale, dans laquelle elle aurait sa place.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Partie « Recettes » du projet de loi de Finances pour 2009. Le déficit prévisionnel de l'Etat pour 2009 s'établit désormais à 52,208 milliards d'euros, en hausse de 118 millions par rapport à la version déposée par le gouvernement fin septembre (52,1 milliards). La hausse s'explique par une baisse moins forte que prévu des exonérations sur les biocarburants l'année prochaine, votée à la demande des députés. D'autres mesures ont aussi creusé le déficit, en privant l'Etat de recettes.

A venir : la modification de la loi SRU sur le logement social, retoquée par les sénateurs. Jean-François COPE, président du groupe UMP de l'Assemblée nationale, a annoncé la conclusion d'un « accord politique » entre l'exécutif et la majorité parlementaire UMP. Le dispositif serait « très équilibré », entre « le souci de conserver le principe des 20% » de logements sociaux prévus par la loi SRU, avec pénalités maintenues « pour les communes en dessous de ce seuil », et « la prise en compte de l'accession sociale à la propriété, voulue par M. Nicolas SARKOZY et le gouvernement ». Cette correction du travail sénatorial sera proposée par un amendement gouvernemental.

Sénat

Adoption du projet de loi généralisant le RSA, dont les jeunes de moins de 25 ans seront exclus. 196 voix pour et 27 contre. L'UMP, les centristes et les radicaux ont voté pour. Le PS s'est abstenu et les communistes ont voté contre. Les sénateurs ont adopté des amendements ne modifiant pas le fond du texte, qui va maintenant être soumis à une Commission mixte paritaire.

Revenus du travail. Texte adopté en 1^{ère} lecture, pour promouvoir l'intéressement des salariés, après un bras de fer entre le gouvernement et la commission des Finances. Inquiète des conséquences budgétaires, la commission avait supprimé, à l'unanimité, la mesure phare du texte, qui instaurait un crédit d'impôt de 20% au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement, jugeant qu'elle aggravait le déficit budgétaire. La majorité sénatoriale a finalement suivi le ministre du Travail, et rétabli le crédit d'impôt en séance publique.

Train de sénateur. La questure (organe de direction administrative et financière) s'est emparée du dossier. René GARREC, sénateur (UMP) du Calvados et questeur, a annoncé que « plus de 20 personnes » occupant certains logements appartenant au Sénat ont déjà reçu une lettre et « devront rendre les clés avant 2012 ». Selon M. GARREC, les appartements libérés depuis quatre ans n'ont pas été réattribués mais transformés en bureaux. L'attribution d'un logement de fonction à l'ancien président du Sénat Christian PONCELET (qui y a finalement renoncé) avait fait polémique.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Accord entre la France et Interpol relatif au siège de l'organisation sur le territoire français. / Accords avec le Sénégal et la Tunisie relatifs à la gestion concertée des flux migratoires. /

Programmation militaire pour les années 2009 à 2014. Réallocation des ressources, afin de favoriser la modernisation des équipements, les économies générées revenant au ministère. Quelque 54.000 emplois doivent être supprimés d'ici 2012. 11 bases de défense, structure clef de la réforme des armées, seront expérimentées. Un Comité ministériel d'investissements sera installé. Le ministère de la Défense va surtout lancer une nouvelle politique immobilière, qui passera pour l'essentiel par la vente de ses immeubles « banalisés ». Seuls resteront propriété de l'Etat l'hôtel du ministre, les Invalides, l'Ecole militaire et Saint-Augustin. La vente des différents bâtiments devrait rapporter immédiatement au moins 1 milliard d'euros.

Le Pentagone à la française. Le ministère continuera d'occuper les différents locaux jusqu'en 2014, date à laquelle devrait être livré le bâtiment Balard. Ce dernier doit regrouper la quasi-totalité des services du ministère de la Défense. Ce « Pentagone à la française », devrait être réalisé dans le cadre d'un partenariat public privé, pour une période de 20 à 30 ans. Une partie de la construction, notamment les lieux opérationnels, restant en maîtrise d'ouvrage publique.

Décrets. Code de la défense (dispositions réglementaires de la troisième partie du code). / Création d'un Haut Conseil de la famille. Objectif : doter la politique familiale d'une instance de concertation « de haut niveau ».

Communications. L'Europe de la défense. / La place et le développement des industries agroalimentaires. / L'amélioration de la prise en charge des accidents vasculaires cérébraux.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Etats-Unis : la confiance des consommateurs s'est effondrée en octobre à 38 points, contre 61,4 points en septembre, un niveau jamais vu depuis la création en 1985 de cet indice, a annoncé le Conference Board.

Baisse de la rémunération du Livret A ? Elle passerait de 4 à 3,5%, voire 3%, le 1^{er} février, en fonction de l'inflation.

Naissance de Delta. Nouvelle compagnie aérienne, née de l'acquisition par Delta Air Lines de sa concurrente Northwest Airlines. Elle sera la première au monde en nombre de passagers transportés et en termes de chiffre d'affaires. Delta Airlines a indiqué que la nouvelle compagnie, qui sera appelée Delta, aura une valeur de 17,7 milliards de dollars.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Inscription sur les listes électorales : dès aujourd'hui et jusqu'au 31 décembre.

Pour participer aux scrutins organisés à l'étranger (élection du Président de la République, référendum, élection de l'Assemblée des Français de l'étranger et élections des futurs députés), il vous suffit de remplir les conditions prévues par la loi française (être âgé(e) de 18 ans, jouir de ses droits civils et politiques et n'être dans aucun cas d'incapacité) et d'être inscrit(e) sur la liste électorale consulaire que tient chaque ambassade et poste consulaire.

Les Français établis dans les zones Afrique et Amérique éliront en juin 2009 leurs représentants à l'Assemblée des Français de l'étranger.

GAEL : le guichet d'administration électronique. Il s'agit du site sécurisé qui vous permet à tout moment de connaître et de modifier votre situation électorale. Il est accessible avec le NUMIC (numéro d'identification consulaire) et un mot de passe créé personnellement. **Ce site sera également utilisé pour le vote par Internet (création du mot de passe).** <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/index.html?espace=francaisEtranger>

Pour obtenir votre NUMIC (identification consulaire) : vous pouvez le (re-)demander au poste consulaire auprès duquel vous êtes inscrit :

- soit en vous présentant personnellement au guichet ;
- soit par lettre en indiquant vos nom, prénom et date de naissance et en joignant la copie de votre passeport ou de votre carte d'identité. **Lettre type** : https://pastel.diplomatie.gouv.fr/pastel/modeles/lettre_perte_numic.rtf

Coordonnées et adresses des ambassades et consulats français à l'étranger : <http://www.expatries.diplomatie.gouv.fr/annuaires/repdipet.asp>

Vérifiez que vous êtes bien inscrit(e) et si oui, n'hésitez pas à communiquer cette information à vos proches !

AEFE. En raison du mouvement social annoncé pour le 20 novembre prochain, la séance du conseil d'administration de l'AEFE prévue à cette date est reportée au vendredi 05 décembre à 10 heures.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

ISF. Quelque 5,7% des foyers fiscaux à Paris ont été assujettis à l'Impôt sur la fortune (ISF) en 2007, le 7^{ème} arrondissement abritant 21% de foyers redevables alors que le 20^{ème} n'en compte que 1,3%, d'après des données publiées par Bercy. Sur l'ensemble de la France, près de 528.000 foyers sur 35,6 millions ont acquitté l'ISF l'an dernier, soit 1,48%. Cet impôt a rapporté 4,42 milliards d'euros en 2007 (sur 266 milliards de recettes fiscales au total), l'impôt sur le revenu en rapportant 50 milliards.

L'immatriculation pour la vie. Entrée en vigueur du nouveau système d'immatriculation (SIV) à partir du 1^{er} janvier 2009, qui attribuera à un véhicule neuf ou acheté d'occasion un numéro pour toute la durée de sa vie. Après la mobilisation des élus contre la disparition du numéro du département, le Ministère de l'Intérieur a consenti à le maintenir, dans un carré bleu. Le propriétaire du véhicule pourra choisir le département « avec lequel il ressent les attaches les plus fortes ».

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Télé Gouvernement ? Une idée controversée de Thierry SAUSSEZ, Délégué interministériel à la communication, directeur du service d'information du gouvernement. Il « réfléchit à une émission gouvernementale à la télévision », qui pourrait être diffusée sur une chaîne de service public, pour expliquer les réformes. « On doit mettre en oeuvre des moyens qui soient adaptés à la situation de crise », a expliqué M. SAUSSEZ.

CARNET

Sports

Maradona sélectionné. Pour être sélectionneur de l'équipe de football argentine.

Nominations

Thierry BORJA de MOZOTA, ministre plénipotentiaire, ancien ambassadeur au Brunei, pourrait être nommé ambassadeur aux Philippines.

Henry ZIPPER de FABIANI, secrétaire général de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel, ancien ambassadeur en Bosnie-Herzégovine, pourrait être nommé ambassadeur au Tadjikistan

Daniel TAUPENAS, ancien chargé de mission auprès du directeur des Français à l'étranger et des étrangers en France du ministère des Affaires étrangères et européennes, est nommé consul général à Anvers.

Guy-Cédric WERLINGS, agrégé de philosophie, nommé conseiller technique au cabinet du ministre des affaires étrangères et européennes.

Jean-Luc POUTHIER, directeur du pôle Théologie et Histoire des religions de la direction éditoriale plurimédia du groupe Bayard, nommé conseiller culturel à l'ambassade de France près le Saint-Siège.

René-Paul VICTORIA, député (UMP) de la Réunion est nommé parlementaire en mission auprès de Yves JEGO, Laurent WAUQUIEZ, et Martin HIRSCH.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur** : le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité** : l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Tel : +33 1 42 34 26 87. **Fax** : +33 1 42 34 42 08. **Mail** : r.delpicchia@senat.fr